

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Ottawa, 28 avril 2021

L'ancienne présidente de ParlAmericas participe à la réunion de révision régionale de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Amérique latine et dans les Caraïbes

Le 27 avril 2021, la membre de l'Assemblée Elizabeth Cabezas (Équateur), ancienne présidente de ParlAmericas, a participé comme intervenante à la réunion de révision régionale de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) et l'Organisation internationale des migrations (OIM). Elle a rejoint des spécialistes, des responsables gouvernementaux et des représentantes et représentants d'organisations internationales pour faire part de ses expériences lors d'un dialogue autour du thème de la lutte contre la migration irrégulière, en particulier par la gestion des frontières et la lutte contre la criminalité transnationale.

Des thèmes fondamentaux ont été abordés, comme la hausse, suite à la pandémie de COVID-19, des niveaux de vulnérabilité de certains groupes de population de migrants sujets à la discrimination basée sur le genre, les origines, l'orientation sexuelle ou la nationalité, entre autres. De plus, les panélistes ont discuté de l'importance de la coopération consulaire et internationale pour améliorer l'accès des migrantes et migrants aux services de protection et à la justice afin de réduire les taux de victimes de la traite humaine. Enfin, ils ont également abordé la nécessité de renforcer les mécanismes visant à garantir le retour et la réadmission dignes et sûrs des migrantes et migrants, en respectant le principe de non-refoulement et l'interdiction de l'expulsion collective en vertu du droit international des droits de la personne.

Ce dialogue et les interventions des invités ont permis d'identifier des recommandations pour les pays de la région où il convient d'aider davantage les personnes en situation de grande vulnérabilité face à la traite humaine dû à la hausse de la pauvreté et du chômage entraînée par la pandémie de COVID-19. Ils ont ainsi souligné l'importance de la coopération nationale entre les différents niveaux de gouvernance et la société civile, ainsi qu'au niveau international pour identifier les réseaux de criminalité transnationale et garantir l'accès des victimes à la justice et aux services de protection.

Durant son intervention, la membre de l'Assemblée Cabezas a mis en avant le rôle des parlements et leur fonction de représentation dans la discussion permanente entre les spécialistes et les groupes de la société civile travaillant dans ce domaine, les autorités gouvernementales régionales et les migrantes et migrants, pour s'assurer de l'efficacité des stratégies de sécurité et pour leur protection. Elle a ajouté qu'un autre engagement, en tant que parlementaires consiste à intégrer une législation dynamique axée sur le financement de ressources pour prendre en charge les migrantes et migrants et leur sécurité, en

fonction des besoins locaux et conformément aux objectifs des stratégies internationales pour lutter contre le crime organisé transnational.

Pour obtenir plus d'information sur le travail de ParlAmericas, rendez-vous sur www.parlamericas.org et suivez @ParlAmericas sur les réseaux sociaux.